



Déclaration SE-UNSA au CSA SD du 8 février 2024

Monsieur l'Inspecteur d'académie, mesdames et messieurs les membres du CSA SD,

Pour l'École publique, un plan d'action dans la durée !

La journée de grève du 1^{er} février a été une réussite : à l'appel de l'Intersyndicale dont l'UNSA éducation, des centaines de milliers de collègues se sont mis en grève, des écoles étaient fermées, la grève était majoritaire dans certains collèges et lycées. Les cortèges des manifestations étaient denses, preuve de la force de la mobilisation.

Nos collègues ont clairement exprimé leur attachement à l'École publique. Ils ont aussi dénoncé le mépris de la ministre de l'Éducation mais surtout l'orientation de la politique menée par l'exécutif : absence de revalorisation salariales, choc des savoirs qui symbolise un modèle d'École passéiste et conservateur qui va à l'encontre de l'intérêt des élèves et des personnels. Cet ensemble de mesures est une redoutable remise en cause de la liberté professionnelle des enseignants et va poser les bases d'une École du tri social à l'image des groupes de niveau qui vont contribuer à assigner les élèves à leurs positions sociales et scolaires. mais aussi à exclure des classes les élèves en situation de handicap et les élèves allophones.

La recherche a montré depuis longtemps que les groupes de niveaux vont à l'encontre de l'objectif recherché d'améliorer l'efficacité de notre école en élevant le niveau général des élèves (Synthèse du Cnesco sur la différenciation pédagogique (2017)*)

Avant les vacances de fin d'année, l'UNSA Education apprenait, que seuls environ 20% des collèges recevraient des moyens pour alléger les groupes de niveaux, et uniquement pour les groupes des élèves les plus faibles (groupe 1). 80% des collèges, bien qu'ayant eux aussi des élèves faibles, n'auront aucun moyen pour alléger les groupes. Il s'agit au moins d'un mensonge par omission. Tous les enseignants de collège et tous les parents de collégiens avaient compris que des moyens seraient donnés à tous les collèges pour organiser des groupes de niveaux. Le ministère considère que la 26^e heure de cours de 6^e qui est supprimée (l'actuelle heure supplémentaire de français/maths et ex-heure de technologie) pourra participer au financement, de même que les heures de la marge d'autonomie. Quel mépris pour les collègues de technologie. Quelle considération pour nos collègues de SEGPA qui perdent encore 1,5h ?

Les conséquences de toutes ces mesures seront importantes dans les collèges de notre département.

Moins d'autonomie... au détriment des disciplines non fondamentales

Actuellement, les 3h/classe de marge d'autonomie sont souvent utilisées pour dédoubler des heures de français et de maths, mais aussi de sciences pour pouvoir faire des TP avec des effectifs raisonnables, en langues vivantes pour travailler l'oral en groupe réduit ou dans d'autres disciplines pour mener à bien des projets pédagogiques. Dès lors que le ministère ne financera pas les groupes de niveaux et qu'il demandera de prendre sur cette marge, ce sera au détriment des autres disciplines, celles qui sont considérées, en creux par le ministère comme non essentielles.

Quelles conséquences sur les services des enseignants Si la marge horaire n'est plus disponible que pour le français et les mathématiques, de nombreux collègues vont se retrouver en complément de service ou pire en mesure de carte scolaire. Par ailleurs, organiser les groupes de niveaux va nécessiter de faire des alignements dans les emplois du temps sur l'ensemble des heures de français et de maths soit un tiers de l'emploi du temps d'une classe. Par conséquent, les professeurs auront des emplois du temps plus morcelés et les vœux formulés seront moins pris en considération. Aligner les cours pour faire plus de groupes que de classes, nécessitera de parfois mobiliser tous les enseignants de la discipline sur le même niveau.

Prof principal or not prof principal ?

Être professeur principal suppose, pour assurer sa mission correctement, de connaître et de suivre ses élèves. Comment vont donc faire les professeurs de maths et de français qui n'auront en cours que des regroupements d'élèves venus de différentes classes pour être professeurs principaux ? Réglementairement rien ne les en empêchera, cependant, être professeur principal d'une classe dont ils ne connaîtront qu'une partie des élèves risque d'être bien difficile.

Une dégradation des relations humaines

Toutes les conséquences décrites précédemment créeront de fait différents conflits. Tout d'abord entre enseignants pour éviter d'avoir les groupes d'élèves les plus faibles, qui seront plus difficiles à gérer, comme le savent tous ceux qui l'ont déjà expérimenté. Regrouper des élèves en difficulté, démotivés et parfois avec des difficultés d'apprentissage lourdes, rend la tâche très ardue. Par ailleurs, rien ne dit non plus qu'on ne va pas au-devant de conflits avec les familles qui pourraient contester le groupe dans lequel leur enfant sera affecté.

L'UNSA Éducation revendique que les groupes de niveaux soient abandonnés immédiatement pour ne pas dégrader davantage les conditions de travail des enseignants de collège et des conditions d'apprentissage des élèves.

L'École publique n'est pas loin de l'effondrement. La colère des personnels est grande. Le premier ministre, s'il ne prenait pas la mesure de la gravité de la situation en y apportant des réponses immédiates, porterait alors une immense responsabilité dans l'aggravation de la crise que traverse l'École publique et ses personnels.

Monsieur l'Inspecteur d'académie, recevrez-vous les équipes d'enseignants qui feront une demande d'audience pour vous exposer leurs problématiques ?

Enfin pour compléter ce tableau serait-il possible d'avoir aussi l'IPS ?

Merci

Pour L'UNSA Éducation
Alice Coullenot, Yannick Plumet